

Contribution de l'approche « système » au dialogue entre techniciens et producteurs. Une expérience dans un projet de développement rural en Guinée.

Augustin Palliere, UMR PRODIG & APDRA Pisciculture Paysanne

Charline Rangé, UMR PRODIG

Courte présentation pour le programme

Les techniciens agricoles déployés dans le cadre des projets de développement agricole en Afrique disposent-ils toujours des outils et des concepts pour engager un véritable dialogue avec les producteurs ? Cette communication s'appuie sur une expérience menée dans le cadre d'un projet de développement de la pisciculture en Guinée Forestière où l'émergence d'une expertise technique locale au sein des réseaux de pisciculteurs oblige à repenser le rôle et la formation des techniciens déployés dans le cadre des projets. Elle montre comment une approche systémique, mise en œuvre par les techniciens eux-mêmes, peut participer à cette évolution. Plus que le résultat final de la démarche de modélisation que cette approche implique, c'est le processus même de production et d'interprétation des connaissances qui peut être le point de départ d'un dialogue renouvelé avec les producteurs.

Présentation des auteurs pour le programme :

Agro-économiste et docteur en géographie (2014), Augustin Palliere est chercheur associé à l'UMR Prodig (AgroParisTech). Ses recherches portent sur la marchandisation du travail dans les sociétés lignagères en Afrique de l'Ouest. Depuis 2015, il est chef de projet pour l'APDRA Pisciculture Paysanne en République de Guinée (Projet de Développement de la Riziculture en Guinée Forestière).

Agro-économiste et docteur en géographie (2016), Charline Rangé est chercheuse associée à l'UMR Prodig (AgroParisTech). Elle a travaillé durant deux ans en tant que chargée de suivi-évaluation et de la recherche-développement dans un projet de développement en Guinée et a participé à plusieurs expertises pluri-disciplinaires sur la région du lac Tchad, en accompagnement de l'action publique. Ses travaux de recherche dans la région du lac Tchad portent sur les complémentarités et concurrences entre usages (agriculture, élevage, pêche) et sur la gouvernance des ressources naturelles. En Guinée Forestière (Guinée), elle travaille actuellement sur les relations entre rapports sociaux intra-familiaux et dynamiques des territoires ruraux.

Introduction

Dans le domaine du conseil agricole, la relation prescriptive de la vulgarisation est appelée à laisser sa place au dialogue et à l'accompagnement des producteurs [Bois et al., 2017]. Cette injonction au dialogue modifie profondément les attendus du métier des techniciens agricoles¹, qui sont à l'interface entre les producteurs et les projets. La rhétorique de la participation et de la diversification des approches sont déjà anciennes [Faure, Desjeux, et Gasselín, 2011; Chauveau, 1991]. Mais les techniciens déployés par les projets de développement agricole disposent-ils toujours des méthodes et des grilles d'interprétation pour transformer dans le sens souhaité leurs pratiques professionnelles ? Sur quelles bases peuvent-ils permettre aux producteurs, dans le cadre des projets, à participer à la formulation des problèmes et des solutions pour le développement agricole ? Dans cette communication, on montre comment une approche systémique des pratiques agricoles, mise en œuvre par les techniciens eux-mêmes, peut contribuer à créer les conditions d'un dialogue avec les producteurs et participer à l'évolution de leur métier.

On se base sur une expérience menée dans le cadre du Projet de Développement de la Rizi-Pisciculture en Guinée Forestière (PDRP-GF)². La pisciculture est une innovation récente en Guinée Forestière, introduite essentiellement à travers des projets de développement agricole à partir de la fin des années 90, notamment ceux de l'actuel opérateur du PDRP-GF, l'association française APDRA Pisciculture Paysanne. Dans une économie de plantation fragilisée par l'instabilité des prix et la pression foncière, l'aménagement des bas-fonds en étangs piscicoles offre un moyen d'intensification de la production de riz, de diversification et d'augmentation des revenus accessible à une large partie des producteurs ruraux de la région [Oswald, 2013; Palliere et al., 2015]. On compte aujourd'hui plus de 1500 pisciculteurs dans cette région, dont plus de la moitié dans la préfecture de N'Zérékoré. Une organisation régionale de producteurs représente leur intérêt. La filière bénéficie du soutien actif de l'Etat et des bailleurs de fonds dans le développement de la filière aquacole.

En plus d'un investissement pluriannuel³, l'adoption de la pisciculture requiert un apprentissage dans l'aménagement des bas-fonds et dans la conduite de l'élevage. Dans la démarche d'intervention de l'APDRA Pisciculture Paysanne, les producteurs investissent dans leurs propres étangs, sans bénéficier de subvention financière et matérielle mais d'un accompagnement technique dans la durée à travers des conseils individuels et des formations dispensées en groupe [Halftermeyer,

¹ Ou, selon les terminologies en vigueur, conseillers, animateurs, *field-facilitators*, etc. Dans la suite du texte on privilégiera l'emploi du terme de technicien, le plus commun en Guinée.

² Le Projet de Développement de la Rizi-Pisciculture en Guinée Forestière, financé par l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime de la République de Guinée et dont la mise en œuvre a été confiée à l'APDRA Pisciculture Paysanne (www.apdra.org). Les avis exprimés dans cette communication n'engagent que les auteurs.

³ On a calculé qu'avec des niveaux de production normaux, l'investissement dans un atelier piscicole de taille moyenne (30 ares) était « rentabilisé » en 2 à 3 années (à comparer avec 5 à 7 années pour une palmeraie).

2009]. À l'instar des réseaux CIVAM-RAD⁴ en France, constitués sur des thématiques techniques et dans des contextes sociaux très éloignés, l'accent est mis sur l'autonomie, la centralité du producteur et de son intérêt dans la démarche, la foi dans l'intelligence collective, sans que ne soit reniée par ailleurs l'expertise extérieure [Lusson, 2010].

Les pisciculteurs se sont réappropriés le référentiel technique promu initialement en le transformant, notamment par l'association des étangs avec d'autres ateliers de l'exploitation agricole familiale pour intensifier la production piscicole. Ces évolutions modifient également le métier des techniciens. Pour aider les techniciens à appréhender ces évolutions, notre proposition était de leur donner les concepts et les outils pour leur permettre de sortir, temporairement, de leur rôle de formateur pour se placer dans la position d'enquêteur en réalisant eux-mêmes chez les pisciculteurs un diagnostic du fonctionnement de l'exploitation piscicole. En nous appuyant sur le concept de système d'élevage piscicole, un canevas d'enquête et de présentation d'étude de cas a été conçu. Une vingtaine d'études de cas ont été réalisés dans ce cadre.

Après avoir explicité pourquoi le métier des techniciens piscicoles est appelé à évoluer après plus de 15 années de développement de la pisciculture dans la région étudiée, nous développerons les concepts et les outils qui nous ont guidés dans l'accompagnement des techniciens pour la réalisation des études de cas. Nous dégagerons enfin les résultats de cette expérience en ce qui concerne le métier des techniciens et son évolution et les obstacles qui se sont dressés sur la voie de l'établissement d'un dialogue avec les pisciculteurs.

1 Normes et pratiques : un dialogue de sourd ?

Le développement de la pisciculture en Guinée Forestière a reposé sur un référentiel technique caractérisé par l'autonomie des systèmes piscicoles en intrants : aucun apport d'aliments n'est nécessaire (les poissons valorisent la « fertilité naturelle » des bas-fonds) et les alevins sont autoproduits dans un ou plusieurs étangs d'alevinage. Dans ces conditions, la production de poissons de taille homogène bien valorisés sur les marchés de consommation locaux (ruraux et urbains) nécessite de limiter les densités d'empoissonnement et de sélectionner les seuls alevins de tilapia mâles (dont la croissance est plus rapide que celle des femelles) pour l'empoissonnement. Le dimorphisme sexuel des tilapias âgés de quatre à six mois (20 grammes ou plus) permet de faire ce tri à la main. C'est un référentiel relativement complexe, à l'inverse de nombreux modèles à un unique étang de grossissement alimenté par une production d'alevins en station, dont la construction et le fonctionnement sont souvent subventionnés par un projet. Mais il est également plus résilient et offre une certaine capacité à évoluer. En effet, l'APDRA n'a pas fait en Guinée la promotion d'un modèle technique unique. Sa démarche originale est celle de l'élaboration d'un référentiel technique et de ses

⁴ Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural et Réseau Agriculture Durable.

multiples déclinaisons possibles autour de principes fondamentaux [Dabbadie, Lazard, et Oswald, 2002].

En moins d'une décennie, l'émergence et la consolidation de réseaux locaux de producteurs prenant en charge le développement piscicole ont modifié les conditions et les enjeux de l'intervention. Depuis quelques années, notamment, avec la fertilisation des étangs permise par l'association avec l'élevage porcin, qui s'est lui-même développé dans le sillon de la filière huile de palme, les pisciculteurs ont multiplié les densités d'empoissonnements (x 10 ou plus par rapport aux normes véhiculées par le projet). Empoissonner plus d'alevins supposant d'en produire plus en amont, cette évolution a souvent poussé les pisciculteurs à abandonner le tri entre mâles et femelles avant l'empoissonnement.

Symptôme d'une évolution en profondeur du système piscicole dans son ensemble et d'un besoin d'ajustement du référentiel technique, l'abandon du sexage a été interprété par les techniciens comme le résultat d'une compétence mal acquise. C'était la preuve que, malgré des années de développement de l'activité dans les villages, leur présence était encore nécessaire pour assurer les mêmes formations que celles dispensées les premières années, lorsque la pisciculture était encore une activité inconnue pour les paysans.

En effet, les techniciens « seniors » de la première génération qui héritent de la responsabilité de former les techniciens « junior » opèrent une simplification et une normalisation du message technique. Les documents pédagogiques du projet s'articulent autour d'un modèle d'atelier piscicole à deux étangs et deux cycles de 6 mois par an. Ce modèle est pédagogique, mais sa capacité à représenter la diversité des pratiques piscicoles effective est questionnable. À chaque référence technique, à chaque opération, correspond une fiche technique. La pratique piscicole est ainsi saucissonnée en une série de techniques présentées sans liens les unes avec les autres. De ce découpage normatif découle une focalisation à l'échelle de l'étang et du cycle de grossissement qui n'est plus pensé dans les contingences spatiales et temporelles du fonctionnement de l'atelier dans lequel il s'intègre.

Pour former dans un délai court (environ 3 mois), un grand nombre de techniciens débutants cette démarche normative fait preuve d'efficacité. Elle prépare à un métier de vulgarisateur, métier qui peut s'avérer utile dans un contexte où les producteurs découvrent complètement l'activité et ont besoin de recommandations précises pour investir. Mais alors qu'une expertise paysanne locale émerge, cette formation n'est pas adaptée au métier d'accompagnateur et elle prépare mal au dialogue avec des pisciculteurs qui ont fait évoluer leurs pratiques pour répondre à leurs besoins et pour contourner les contraintes spécifiques qu'ils rencontrent.

Le dialogue techniciens - pisciculteurs devient alors un dialogue de sourd. Quand le premier, inlassablement, reprend des formations sur le sexage pour l'acquisition de cette « compétence » particulière, il ne voit pas que le second a fait évoluer son atelier sur une voie qui l'a obligée à abandonner cette pratique. Les pisciculteurs optent souvent pour la stratégie du jeu de l'oie [Guengant, 1985] qui veut qu'on ne refuse pas ce qu'un projet, quel qu'il soit, propose (dans l'espoir d'accéder aux ressources la prochaine fois) et se plie aux formations, même si celles-ci sont inadaptées. Ils affirment également systématiquement pratiquer le sexage, reprenant avec une précision remarquable les normes techniques diffusées par le projet. Les techniciens interprètent ces discordances manifestes entre leurs discours et leurs pratiques comme une forme de résistance passive au conseil, voir comme un mensonge ou une tromperie de leur part. Les explications sont toutes trouvées : « *ils ont la tête dure* », « *le problème avec les paysans c'est qu'ils sont analphabètes, ...* » ou encore « *ils ne sont pas motivés* ».

Par ailleurs, les techniciens ont une légitimité professionnelle à construire et à protéger. Ils sont le plus souvent fraîchement diplômés des écoles d'agriculture et d'agronomie. Formés, dans le cadre du projet, à un ensemble de techniques d'aménagement, avec notamment l'apprentissage de l'utilisation de la lunette topographique, et de techniques d'élevage, ils ont pour mission de former à leur tour les producteurs ruraux à la pisciculture. Là où en une décennie plusieurs dizaines de producteurs ont appris le maniement de la lunette topographique - ou ont appris à faire sans - et ont développé de véritables savoir-faire dans le domaine de l'élevage qui dépassent de loin leurs connaissances théoriques, la place de technicien est plus difficile à trouver. Entretenir en permanence une distance et se réfugier derrière des normes techniques devient dès lors un moyen de protéger leur métier et leur statut.

L'instauration d'une démarche de dialogue ne peut dès lors reposer sur la seule éthique professionnelle. L'existence d'une véritable expertise technique au sein des réseaux locaux de producteurs oblige à une véritable évolution du métier de technicien : l'enjeu n'est plus tant de diffuser un ensemble de savoirs stabilisés que d'accompagner les dynamiques d'innovation techniques (processus d'intensification) et institutionnelles (dispositifs de conseil paysans). Pour permettre aux techniciens d'éprouver sa nécessité dans leur pratique professionnelle et leur donner les clés pour l'enclencher, il faut leur proposer des outils conceptuels et pratiques.

C'est dans cet objectif que les deux auteurs ont initié, en tant que chef de projet et que chargée du suivi-évaluation et de la recherche-développement, une démarche de formation des techniciens aux méthodes de production et d'interprétation des données propre aux approches systémiques.

2 L'approche système, comprendre pour dialoguer.

Dans le domaine du développement agricole, les approches systèmes ont connu de nombreuses applications, probablement parce que le concept de système s'applique relativement bien aux processus sociaux qui s'inscrivent dans les cycles naturels, comme c'est le cas dans l'agriculture [Olivier de Sardan, 1995]. Dans les années 80 puis 90, l'agronomie française a intégré la nécessité de dépasser l'échelle de la parcelle pour faire de l'agriculteur puis du territoire des objets d'étude [Sebillotte et Papy, 2012]. Ancré dans les sciences sociales et les questions de développement dès son origine dans les années 50, l'approche développée en agriculture comparée distingue trois concepts systémiques qui correspondent à ces trois niveaux d'analyse : le système de culture (ou système d'élevage) défini à l'échelle de la parcelle (ou du troupeau) ; le système de production, à l'échelle de l'exploitation agricole ; et le système agraire défini à l'échelle d'une petite région, considéré comme le « concept intégrateur » [Cochet, 2011]. Dans les trois cas, il s'agit de constructions intellectuelles qui visent à rendre intelligible une réalité agraire multiple et complexe. Reconstituer le fonctionnement d'un système (agraire, de production ou de culture) a donc une valeur heuristique. La réalité « ne fonctionne pas » et la modélisation a souvent pour vertu de mettre en lumière ces dysfonctionnements, émergences dans lesquelles on peut déceler des potentialités pour des développements futurs ou au contraire les germes d'une crise plus large. Cette construction conceptuelle à trois niveaux s'appuie sur un ensemble de savoir-faire d'enquêtes : observer, interroger et analyser les paysages cultivés et les pratiques, reconstituer les transformations de l'histoire récente, décomposer l'économie des processus de production agricole. Un souci ethnographique de rendre compte des savoirs pratiques et de rompre les hiérarchies implicites ou explicites véhiculées à travers la vulgarisation des techniques « modernes » est revendiqué [Ibid.]

Dans le domaine du développement agricole, ce type d'approche système peut viser différents buts. À un niveau national ou sous-régional et sur la longue durée, l'analyse historique de la transformation des systèmes agraires et de la différenciation des systèmes de production permet d'apporter un regard rétrospectif sur les politiques agricoles [Mazoyer et Roudart, 1997]. Aux niveaux régional et local, ou pour une action de développement spécifique, et sur une échelle de temps souvent plus resserrée, l'approche système permet l'évaluation économique des projets de développement « du point de vue l'intérêt général » [Dufumier, 1996; Delarue, 2007]. Enfin, dans une optique pédagogique, une approche système permet d'appréhender la complexité des processus productifs dans les agricultures familiales et de comprendre la rationalité multiple des producteurs [Ferraton, Cochet, et Bainville, 2003; Ferraton et Cochet, 2002]. C'est cette dimension qui nous intéresse plus particulièrement ici.

Un problème technique doit s'analyser au croisement de ces trois échelles d'analyse. On ne peut par exemple pas comprendre le recours à la fertilisation des étangs par les sous-produits de l'élevage porcin (équivalent de l'échelle du système de culture) sans interroger la capacité des

agriculteurs (travail, capital, trésorerie) à développer cet élevage (échelle du système de production) et sans prendre en compte les conditions locales du développement de l'élevage porcin (échelle du système agraire).

Pour autant, en fonction des questions posées et des objectifs de la démarche, l'accent pourra être mis sur une échelle d'analyse plutôt qu'une autre. Dans le cadre du projet, il était d'abord attendu du dialogue technicien - producteur, une nouvelle formulation des problèmes techniques piscicoles. Ainsi, dans l'expérience présentée ici, on s'est ainsi plus particulièrement intéressé à l'échelle de l'atelier piscicole défini comme l'ensemble des étangs qu'un producteur gère ensemble, chaque pisciculteur disposant souvent de plusieurs étangs qui jouent différents rôles. À cette échelle on peut appliquer la notion de système piscicole, directement inspirée de celle de système d'élevage [Landais et Balent, 1993]. Ainsi le système piscicole englobe et met en relation différents éléments : les caractéristiques (notamment hydrologiques) de la parcelle de bas-fond ; la structure de l'aménagement (position des digues et canaux, surface des différents plans d'eau) ; les espèces de poissons associées ; l'association éventuelle avec la culture inondé du riz ; et l'itinéraire technique mis en œuvre. Par itinéraire technique, enfin, on entend une « *combinaison logique et ordonnée de techniques qui permettent de contrôler le milieu et d'en tirer une production* » [Sébillotte, 1977]. Dans le cas d'un système piscicole cela comprend : la succession des pêches, partielles ou totales, des assecs et des empoissonnements dans les différents plans d'eau de l'atelier ; la fertilisation des étangs et/ou l'alimentation des poissons ; la gestion de l'eau ; l'entretien des ouvrages ; l'organisation des ventes. Comme la notion de système de production ou de système de culture, modéliser des systèmes piscicoles vise à restituer la rationalité des pratiques paysannes, à en expliquer la logique.

Concrètement, un canevas de présentation des ateliers piscicoles et d'enquête a été préparé à cet effet. Ce canevas a été conçu avec le souci de représenter tout ce qu'englobe la définition d'un système d'élevage piscicole dans l'espace et dans le temps. Un des points essentiels de la démarche a été la préparation d'un mode de représentation graphique des informations avec des clés simples et partagées par tous les techniciens. Cela inclue : les conventions de représentation de l'atelier et les informations à faire apparaître dans l'espace (notamment les poissons introduits lors du dernier empoissonnement et la date de ce dernier) ; la représentation d'un calendrier stylisé sur lequel chaque ligne correspond à un étang avec notamment les dates d'asecs ; les périodes d'associations avec le riz ; la circulation des différents poissons (entrée/sortie de poisson dans l'atelier et passage d'un étang à l'autre).

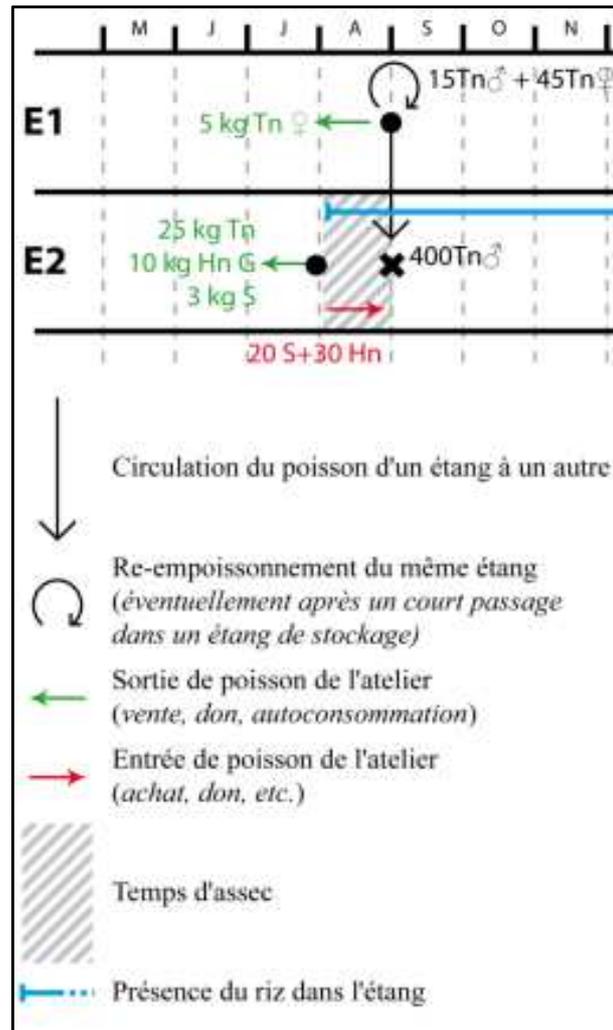
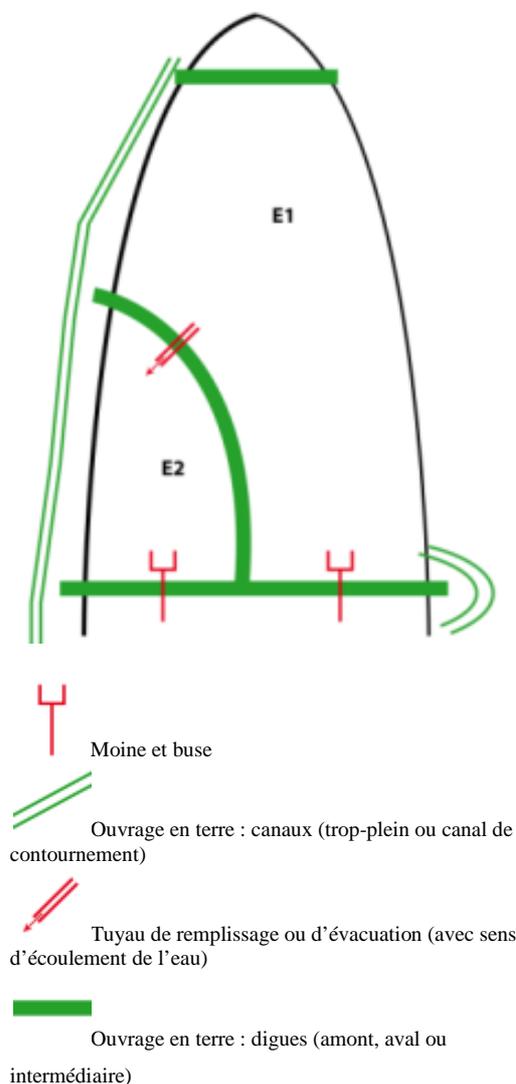


Figure : Présentation du canevas de présentation (Réalisation : auteurs. Sources : Rapport d'Activité de l'APDRA du PDRP-GF, 2016)

Dans un premier temps, les techniciens réalisaient une enquête chez des pisciculteurs. Pour les premiers cas, étaient choisis des ateliers piscicoles relativement complexes (3 étangs ou plus) gérés par des producteurs relativement expérimentés (pisciculteurs souvent entrés en production dans les années 2000). L'idée était de travailler avec des pisciculteurs maîtrisant suffisamment leurs élevages pour que leurs pratiques puissent être considérées comme rationnelles et que les techniciens puissent se mettre en position d'apprenant. S'ils avaient en tête le canevas de présentation, les techniciens ne disposaient pas de questionnaires à renseigner, le but n'étant pas de travailler sur le plus grand nombre de cas possibles. Ils réalisaient cette enquête sur la base de leurs connaissances de l'atelier en question, d'échanges sur le site avec le pisciculteur et éventuellement d'informations collectées quantitatives sur les pêches des mois (voir des années) précédents. Dans un second temps, à l'aide du canevas de présentation graphique proposé, ils présentaient le cas à l'équipe. Etant donné la complexité du

fonctionnement d'un atelier piscicole, cette présentation ne manquait jamais de soulever des incompréhensions ou des incohérences, ce qui suscitait une nouvelle enquête et une nouvelle restitution/discussion en public. Ils bénéficiaient pour la réalisation des enquêtes de l'appui des auteurs qui ont mis à profit leur expérience pratique dans ce domaine et, pour la préparation des présentations, de l'appui d'une enseignante avec une bonne expérience en pédagogie.

Suivant cette méthode, 20 cas d'étude ont été discutés. Ce travail a nourri la réalisation d'un guide multimédia qui se veut un document de référence des pratiques et des savoirs éprouvés par les pisciculteurs du sud de la Guinée Forestière à destination des pisciculteurs [APDRA, 2017].

3 Résultats de cette approche

Dans un premier temps nous avons essayé de partir des concepts systémiques pour introduire la construction de typologie de systèmes piscicoles, la comparaison des productivités du travail et de la terre dans les différents systèmes, etc. Les techniciens qui avaient déjà été sensibilisés à ce genre d'approche étaient séduits par la démarche. Mais nous avons sous-estimé un écueil : la conception systémique est en effet sans cesse menacée par la réification du ou des modèles et de ses types. Un écueil que n'évite pas toujours d'ailleurs les auteurs académiques quand ils expliquent sans précaution que « *le système a fait ceci ou cela* » ou encore quand ils parlent « *des agriculteurs du type 3* ». Alors que nous pensions que la présentation d'une typologie des systèmes piscicoles allait les aider à comprendre les pratiques des pisciculteurs, les techniciens ne voyaient tout simplement pas comment cette « démonstration » allait pouvoir servir leurs pratiques de conseil. Nous avons donc choisi de changer de méthode en laissant de côté l'explication théorique de la notion de modèle (qu'est-ce qu'un modèle, à quoi cela sert) et les connaissances déjà produites par le suivi-évaluation pour privilégier la formation des techniciens aux méthodes d'enquête, d'analyse et d'interprétation. L'idée sous-jacente était que ce n'était pas tant les connaissances en tant que telles qui allaient permettre aux techniciens d'engager le dialogue que leur implication dans le processus même de production de connaissances.

Au moment des enquêtes, les techniciens n'ont plus le rôle de vulgarisateurs. Ils cherchent à reconstituer le fonctionnement complexe d'un atelier piscicole sans chercher immédiatement à proposer des « solutions » aux producteurs. Cette modification des rôles suppose de travailler avec des pisciculteurs expérimentés, capables d'expliquer leurs choix.

Au moment de la restitution, la reconstitution à l'aide du canevas proposé, oblige le technicien à analyser la situation de l'atelier dans son ensemble. La représentation graphique d'un atelier piscicole relève d'une démarche similaire de celle de la modélisation, avec le choix de sélectionner des éléments essentiels pour comprendre les choix des producteurs et de comprendre comment ces éléments fonctionnent ensemble, « font système ».

L'un des enseignements de cette expérience est ainsi la distinction heuristique dans une démarche systémique entre le résultat d'une modélisation et le processus lui-même. Habituellement, modéliser des systèmes de culture (ou de production) vise à proposer une typologie de systèmes qui offre une représentation intelligible de l'incommensurable diversité du réel. Outils essentiel pour guider l'action, de telles typologies ne sont pas très opérationnelles dans le travail de conseil technique dans des situations particulières. Par contre, au cours du processus de modélisation lui-même, et même s'il n'aboutit pas à un résultat synthétique final, on est amené à hiérarchiser les éléments ; à les mettre en relations dans le temps et dans l'espace ; à relever les points de blocages ; les périodes d'utilisations sub-optimales des surfaces aménagées ; les contraintes spécifiques liées aux autres activités du producteur ou au milieu, etc. Les hiatus entre les prescriptions techniques et les pratiques ou, à un niveau plus intéressant entre le discours du pisciculteur sur ses pratiques et ses objectifs et ce qu'il met en œuvre effectivement sur son exploitation, sont le point de départ d'un dialogue renouvelé avec les producteurs. Le technicien non seulement comprend les contraintes spécifiques auxquelles fait face le producteur mais reconnaît que l'acquisition d'une série de compétences déconnectées les unes des autres, même parfaitement connues par le producteur et aussi pointues soient-elles, ne suffisent pas pour les lever.

Rapidement, nous avons invité les pisciculteurs à participer à ces restitutions afin qu'ils puissent s'exprimer sur leurs propres pratiques. De manière quelque peu inattendue, ils se sont appropriés le mode de représentation et s'en sont saisi pour justifier leurs pratiques, n'hésitant pas dans certains cas à contredire le technicien auteur du diagnostic. La représentation graphique était devenue le support d'un véritable dialogue entre techniciens et paysans permettant des échanges techniques de qualité. Dans quelques cas, les discussions en aller-retour suscitées par cette modélisation graphique *de facto* ont conduit le pisciculteur à s'engager avec le technicien pour faire évoluer le fonctionnement de son atelier. Plus globalement, c'est l'ensemble des équipes techniques du projet qui ont orienté leur travail vers une nouvelle problématique cruciale : la gestion de l'alevinage.

Conclusion : Un dialogue entre techniciens et paysans qui ne va pas de soi

Les savoirs pratiques locaux ne sont pas donnés immédiatement dans les discours et leur prise en compte dans les actions de conseil technique ne peut dès lors reposer sur une simple invocation au dialogue. Pour les comprendre et pouvoir agir en fonction, les techniciens ont besoin d'être capable de les recueillir, et pour les recueillir, ils ont besoin d'une méthode d'enquête guidée par une grille d'interprétation. L'instauration d'une démarche de dialogue résulte donc nécessairement d'une démarche explicite de formation. La connaissance est certes une condition au dialogue, mais l'enjeu réside aussi dans l'appropriation par les techniciens d'un concept intégrateur qui puisse constituer une grille d'interprétation et dans l'apprentissage de pratiques d'enquêtes et de représentation. La production de connaissances devient dès lors une dimension constitutive du travail d'animation des

techniciens. Si la collecte de données et leur compréhension sont au cœur du travail, l'approche systémique des pratiques productives peut s'avérer un outil puissant pour se départir d'une approche trop normative des pratiques paysannes en termes de « compétences » qui tend à figer les savoirs et savoir-faire. Mieux armé pour identifier les nouveaux enjeux techniques qui se posent au développement de l'activité, les techniciens sont dès lors en meilleure position pour passer d'un rôle de vulgarisateur à celui d'animateur d'échanges techniques entre pisciculteurs.

Mais si la connaissance des pratiques agricoles et des savoirs locaux est une condition nécessaire à l'établissement d'un dialogue entre techniciens et producteurs dans le cadre des projets de développement, ce n'est pas une condition suffisante. Ce dialogue ne va pas de soi. Une des contraintes à son établissement résulte des injonctions contradictoires auxquels les seconds font face, entre rhétorique participative et assignation d'objectifs quantitatifs. Dans le cadre du PDRP-GF par exemple, les experts internationaux sont unanimes à souhaiter une approche plus « participative » et à inciter les techniciens à s'appuyer sur les connaissances et les initiatives locales pour s'engager dans une démarche de « recherche-action ». L'idée est de créer les conditions d'un changement dont les « impacts » ne pourront être observés que sur un pas de temps relativement long qui dépasse celui du projet. Mais les décideurs politiques et les bailleurs de fonds continuent à se référer à des objectifs de production – parfois irréalistes – et aux seuls indicateurs quantitatifs vérifiables dans le pas de temps du projet (par exemple, le nombre de pisciculteurs en production dans les zones d'intervention) pour évaluer le projet, et donc quelque part le travail des techniciens. Favoriser la participation des producteurs aux projets de développement implique donc aussi des changements de référentiel parmi les bailleurs de fonds et les décideurs politiques afin que soit reconnue l'évolution du métier de technicien et que leur soient assignés des objectifs adaptés.

Référence :

- APDRA. 2017. *Guide de la pisciculture paysanne en Guinée Forestière*. Projet de Développement de la Rizipisciculture en Guinée Forestière.
Disponible en ligne : http://www.apdra.org/IMG/file/1706_GuideRP_Apdra_final_net-2.pdf
(visitée le 6 août 2017).
- Bois, Bérénice, Mathieu Dalmais, Aurélie Doreau, Tanguy Martin, et Louis Pautrizel. 2017.
« Repenser le métier d'agronome vers une démarche d'accompagnement ». *Les notes du Sud*,
Coordination Sud édition.
- Chauveau, Jean-Pierre. 1991. « Enquête sur la récurrence du thème de la “participation paysanne”
dans le discours et les pratiques de développement rural depuis la colonisation (Afrique de
l'Ouest) ». Édité par Philippe Bonnefond. *Chroniques du Sud*, n° 6: 129-50.
- Cochet, Hubert. 2011. *L'agriculture comparée*. 1 vol. Indisciplines, ISSN 1772-4120. [Versailles]: Éd.
Quae. <http://www.sudoc.fr/153564660>.
- Dabbadie, Lionel, Jérôme Lazard, et Marc Oswald. 2002. « Zootechnie spéciale. La pisciculture et les
élevages non conventionnels : la pisciculture ». Chapitre d'ouvrage. *Mémento de l'agronome*.
<http://agritrop.cirad.fr/511384/>.

- Delarue, J. 2007. « Mise au point d'une méthode d'évaluation systémique d'impact des projets de développement agricole sur le revenu des producteurs: étude de cas en région kpèlè (République de Guinée) ». Paris: AgroParisTech.
- Dufumier, M. 1996. *Les projets de développement agricole: Manuel d'expertise*. KARTHALA Editions.
<http://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=J6cd3KsuOpgC&oi=fnd&pg=PA183&dq=dufumier+projets&ots=hSxfSCfxjq&sig=NANtCFU-8EN5pQiSbwlpm5I-Jzs>.
- Faure, Guy, Yann Desjeux, et Pierre Gasselin. 2011. « Revue bibliographique sur les recherches menées dans le monde sur le conseil en agriculture ». *Cahiers Agricultures* 20 (5): 327–342.
- Ferraton, Nicolas, et Hubert Cochet. 2002. *Démarche d'étude des systèmes de production de deux villages au nord de Man (Gbatongouin et Mélapleu) en Côte d'Ivoire*. Observer et comprendre un système agraire, ISSN 1639-5344. Paris: Ed. du Gret. <http://www.sudoc.fr/073755966>.
- Ferraton, Nicolas, Hubert Cochet, et Sébastien Bainville. 2003. *Initiation à une démarche de dialogue: étude des systèmes de production dans deux villages de l'ancienne boucle du cacao (Côte d'Ivoire)*. Ed. du Gret.
- Guengant, P. P. 1985. « Étude des enjeux des aménagements hydrauliques dans l'ouest du Burkina Faso ou comment les modèles culturels des ONG conduisent les paysans à jouer au jeu de l'oie ». *L'eau, quel enjeu pour les sociétés rurales*.
- Halftermeyer, S. 2009. « Construire un réseau de producteurs ruraux autour d'une nouvelle production: l'exemple du projet piscicole de Guinée forestière (PPGF) ». *Traverses* 32: 1–43.
- Landais, Etienne, et Gérard Balent. 1993. « Introduction à l'étude des systèmes d'élevage extensif ». *Etudes et recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*, 13–36.
- Lusson, Jean-Marie. 2010. « Evolution en cours des démarches d'accompagnement dans le réseau Rad-Civam ». In , 10. AgroSup Dijon.
- Mazoyer, Marcel, et Laurence Roudart. 1997. *Histoire des agricultures du monde: du néolithique à la crise contemporaine*. Paris: Seuil.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. *Anthropologie et développement: essai en socio-anthropologie du changement social*. Hommes et sociétés, ISSN 0993-4294. Paris, France: Karthala.
- Oswald, Marc. 2013. « La pisciculture extensive, une diversification complémentaire des économies de plantation ». In *Cultures pérennes tropicales: Enjeux économiques et écologiques de la diversification*, par François Ruf, 165. Quae.
- Palliere, Augustin, Charline Rangé, Mamadou Alpha Ly, Cécé Moïse Théa, et Marc Oswald. 2015. « Market Access and fish farms' density in a sub-Saharan rural country side: a case study of the village of Gbotoÿe in the forested areas of Guinea. ». 5th International Symposium on Farming Systems Design. Montpellier. 7-10 septembre 2015.
- Sébillotte, M. 1977. « Jachère, système de culture, système de production, méthodologie d'étude. » *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée (JATBA)* XXIV (2-3): 241-64.
- Sebillotte, Michel, et François Papy. 2012. « Michel Sebillotte, agronome : penser l'action ». *Natures Sciences Sociétés* 18 (4): 446-51.